

Aux parents de nos élèves

Madame, Monsieur,

Le jeudi 10 février, partout en France les enseignants de la maternelle au lycée seront en grève.

Ils refusent que l'école soit soumise à la logique comptable du gouvernement.

A la rentrée de septembre 2011, ce sont 16000 suppressions de postes programmées dans l'Education nationale pour répondre au dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

Malgré l'arrivée de 2160 élèves supplémentaires dans notre département le ministère oblige l'inspecteur d'académie à rendre 20 postes. L'an passé nous avions 2200 élèves supplémentaires mais nous avons 100 postes en plus !

Pour pouvoir scolariser les 2160 élèves supplémentaires et rendre les 20 postes, l'inspecteur d'académie supprime :

- 40 postes d'enseignants dédiés à l'aide aux élèves en difficulté,
- 20 postes de «maîtres supplémentaires».
- 30 postes en restreignant le droit des enseignants à prendre des temps partiels.
- 20 postes de formation continue et professionnelle.

Et il ne disposera d'aucun moyen pour combler les postes déjà vacants cette année (enseignants dans les classes, remplaçants ...). Le recours aux vacataires pour assurer les remplacements va donc se poursuivre.

Nous l'avons déjà annoncé les orientations budgétaires ne permettront pas de répondre aux besoins du département.

Cela provoquera :

- une augmentation des effectifs par classe,
- la diminution de la prise en charge des élèves en difficulté,
- le non remplacement des enseignants absents va se poursuivre.

et malgré les dénégations de l'Inspecteur d'académie ce sont les écoles en zone d'éducation prioritaire (ZEP) qui seront les plus touchées.

L'Education nationale a besoin d'un budget porteur de transformation de l'école, permettant d'améliorer la qualité des enseignements, de prendre en compte les élèves en difficulté, d'améliorer les conditions d'accueil et de vie des élèves.

Aux parents de nos élèves

Madame, Monsieur,

Le jeudi 10 février, partout en France les enseignants de la maternelle au lycée seront en grève.

Ils refusent que l'école soit soumise à la logique comptable du gouvernement.

A la rentrée de septembre 2011, ce sont 16000 suppressions de postes programmées dans l'Education nationale pour répondre au dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

Malgré l'arrivée de 2160 élèves supplémentaires dans notre département le ministère oblige l'inspecteur d'académie à rendre 20 postes. L'an passé nous avions 2200 élèves supplémentaires mais nous avons 100 postes en plus !

Pour pouvoir scolariser les 2160 élèves supplémentaires et rendre les 20 postes, l'inspecteur d'académie supprime :

- 40 postes d'enseignants dédiés à l'aide aux élèves en difficulté,
- 20 postes de «maîtres supplémentaires».
- 30 postes en restreignant le droit des enseignants à prendre des temps partiels.
- 20 postes de formation continue et professionnelle.

Et il ne disposera d'aucun moyen pour combler les postes déjà vacants cette année (enseignants dans les classes, remplaçants ...). Le recours aux vacataires pour assurer les remplacements va donc se poursuivre.

Nous l'avons déjà annoncé les orientations budgétaires ne permettront pas de répondre aux besoins du département.

Cela provoquera :

- une augmentation des effectifs par classe,
- la diminution de la prise en charge des élèves en difficulté,
- le non remplacement des enseignants absents va se poursuivre.

et malgré les dénégations de l'Inspecteur d'académie ce sont les écoles en zone d'éducation prioritaire (ZEP) qui seront les plus touchées.

L'Education nationale a besoin d'un budget porteur de transformation de l'école, permettant d'améliorer la qualité des enseignements, de prendre en compte les élèves en difficulté, d'améliorer les conditions d'accueil et de vie des élèves.